MINISTÈRE DU COMMERCE

Création d'une «cellule exportations»

En vue de lever toutes les contraintes qui rendent difficile l'acte d'exportation en Algérie, le ministre du Commerce, Bakhti Bélaïb, a proposé la création d'une cellule au niveau de son département avec comme mission de suivre les dossiers d'exportation qui butent sur des difficultés. Les services du ministère «interviendront immédiatement».

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Bakhti Bélaïb, qui s'est réuni hier avec les exportateurs algériens au siège de l'Association des exportateurs algériens (Anexal), a fait savoir que ladite cellule va, du fait de ses interventions permanentes, essayer d'introduire «un nouvel état d'esprit dans l'univers de notre économie» caractérisé par d'énormes contraintes et freins.

Le représentant du gouvernement, qui s'est dit attentif aux préoccupations des opérateurs algériens confrontés à d'insurmontables difficultés pour exporter, a avoué que cette cellule intervenait dans une conjoncture, dit-il, «où les pouvoirs publics constatent que la contrainte financière probablement va se resserrer durablement».

Le ministre ne s'est pas privé de reconnaître que notre pays constituait à ses yeux «un univers qui ne coopère pas avec l'acte d'exportation». «Et à supposer que l'acte d'exportation bénéficie de tous les avantages l'acte en lui-même devient difficile», souligne-t-il. «C'est pour cela que, plus que le téléphone vert réclamé par les exportateurs, je propose, vu l'importance de l'enjeu, de créer une cellule à l'échelle du ministère du Commerce, on se réunit une fois par semaine, avec pour mission de compenser le manque de coopération des pouvoirs publics», énonce le ministre. A charge aux exportateurs qui se plaignent de nombreuses difficultés, de présenter des «dossiers réels».

Le ministre persiste à dire que l'Algérie constituait un univers hostile à l'exportation. Pour lui, l'acte d'importation est devenu infiniment plus rémunérateur que l'acte de création de richesses. «(…) Je ne diabolise pas pour autant l'acte d'importation, eu égard à son importance dans le fonctionnement de l'activité économique du pays», concède Bélaïb qui reconnaît que l'importation reste tout de même utile au pays. Le ministre n'a pas manqué de critiquer ouvertement le fait que l'Algérie a signé plusieurs accords de libre-échange suivant avec des espaces où la production nationale a, selon lui, très peu de chance d'être connue. «On avait oublié de signer ces accords avec des pays dont les marchés offrent plus d'opportunités à la production nationale», a consenti Bakhti Bélaïb qui exhorte les exportateurs algériens à revendiquer la création de zones de libre-échange avec les pays «où ils ont des chances de placer leurs produits». Chose qui n'est pas souvent faite, note-t-il. Et en suivant l'exemple de pays voisins, où les exportateurs réclament des zones de libre-échange avec les pays qui leur offrent les potentialités réelles de placement de leur production.

De son côté, le président de l'Anexal, Ali Bey Nasri, a appelé les pouvoirs publics à supprimer l'ordonnance 96-22 de la loi sur la monnaie et le crédit qui assimile un défaut de paiement à une fuite de capitaux et qui fait peser la menace de prison sur les exportateurs. «Nous avons pas mal d'opérateurs affiliés à l'Anexal qui sont menacés de prison par le fait de cette ordonnance», a indiqué Ali Bey Nasri. A ce propos, Arezki Issiakhem, P-dg du Groupe Isser Delices, raconte un fait anecdotique mais néanmoins symptomatique des contraintes auxquelles sont confrontés les exportateurs, qui lui est arrivé lorsque la douane lui a demandé de certifier un chèque de 2 000 DA, pour une machine importée dont la valeur est d'un demi-million d'euros. Durant leurs interventions, les opérateurs économiques ont relevé la contradiction entre le discours officiel en faveur de l'exportation et les règlements. Souvent, les exportateurs algériens se plaignent des délais de transit portuaire jugés excessifs.

Photos : DR

Bakhti Bélaïb, ministre du Commerce.

Le président de l'Anexal a, dans ce sens, déploré que certaines décisions prises lors des rencontres officielles ne soient pas suivies d'effet sur le terrain. Il cite en exemple une proposition endossée par la tripartite de 2011 visant à permettre aux exportateurs réalisant au minimum 50% de leur chiffre d'affaires à l'exportation d'importer des équipements d'occasion nécessaires au fonctionnement de leurs entreprises.

Y. D.

SONATRACH

Le plan d'investissement maintenu globalement

Le plan d'investissement de Sonatrach pour l'actuel quinquennat (2015-2019) a été «maintenu globalement», indiquait hier à Batna le président-directeur général du groupe, Amine Maâzouzi.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - «Les projets structurants ont été maintenus surtout qu'ils vont générer de grands bénéfices pour le pays, pour la Sonatrach et les travailleurs», déclare M. Maâzouzi, en marge de l'inauguration d'un centre régional médico-social des travailleurs de la Sonatrach et des ayants droit et accessible à la population locale.

Concernant les nouvelles découvertes faites par le groupe Sonatrach, Amine Maâzouzi, affirmant qu'il y a eu toujours de nouvelles découvertes, a ajouté que «Sonatrach découvrait et découvrira, et que la majorité des découvertes sont réalisées sur ses propres fonds».

Le P-dg de Sonatrach a voulu ainsi lever toute appréhension quant à la capacité de la compagnie nationale à poursuivre son effort de développement à moyen terme, dans le contexte de contraction des revenus du pays suite au grave recul des cours du pétrole.

Réitératif, le premier responsable du groupe l'était dans la mesure où il considérait, en septembre dernier, que l'impact de la chute des cours ne devait pas être négatif sur le plan d'investissement de Sonatrach. «Sonatrach se doit de préparer la reprise en maintenant son effort d'investissement dans les grands projets stratégiques et structurants de long terme», déclarait-il alors. A charge, ce faisant, pour la compagnie nationale d'une démarche d'optimisation, d'ajustement et de gestion efficiente des projets.

«La priorité sera donnée aux projets les plus rentables économiquement dans toute décision d'investissement. Car, dans ce contexte de baisse des prix des hydrocarbures, la rentabilité à court et à moyen terme des projets revêt une importance capitale», expliquait-il.

Selon le P-dg de Sonatrach, la première priorité dans ce domaine consiste à soutenir l'effort d'exploration pour assurer la sécurité énergétique du pays à très long terme, mais aussi pour renforcer le rôle de l'Algérie en tant qu'acteur principal du commerce international de l'énergie.

C. B.

EN VISITE EN ALLEMAGNE

Sellal appelle les opérateurs allemands à saisir les opportunités d'investissement en Algérie

Le Premier ministre Abdelmalek Sellal a appelé les partenaires allemands à saisir les «grandes» opportunités qu'offre l'économie algérienne exprimant l'espoir de voir les relations entre les deux pays se hisser au rang d'un partenariat fort.

Dans une allocution d'ouverture d'une conférence de presse conjointe avec la chancelière allemande Angela Merkel, M. Sellal a rappelé les «grandes» opportunités d'investissement dans tous les secteurs dont dispose l'économie algérienne qui a bénéficié d'une dynamique forte grâce aux programmes de développement lancés par le président de la République M. Abdelaziz Bouteflika.

Il a invité les partenaires allemands à «saisir ces opportunités notamment dans le domaine des PME capables de contribuer à l'investissement productif et à la création de richesses et de postes d'emploi, au transfert de technologie et à la promotion de la formation professionnelle».

Pour M. Sellal, le forum économique algéro-allemand qui a été inauguré ce matin et qui «a enregistré une participation record des hommes d'affaires des deux pays est une preuve de plus qui témoigne du grand intérêt accordé par les deux parties au développement et à l'élargissement des opportunités de partenariat et d'investissement».

«Ensemble, nous souhaitons développer ces relations dans tous les domaines y compris le domaine culturel où nous avons convenu de conclure un accord qui ouvrira la voie à une coopération fructueuse», a encore soutenu le Premier ministre soulignant que «les mécanismes communs de coopération et de concertation dont nous disposons et qui se réunissent régulièrement autour de questions politiques, sécuritaires et économiques confortent davantage notre optimisme».

Abdelmalek Sellal, Premier ministre.

Il a encore fait savoir que les entretiens «positifs» qu'il a eus avec la chancelière fédérale «ont permis d'évoquer tous les dossiers bilatéraux en axant sur la possibilité de développer les relations entre les deux pays et les hisser au rang d'un partenariat fort».

M. Sellal a mis en avant «le climat de confiance mutuelle qui a toujours marqué les relations entre l'Algérie et l'Allemagne».

«Nous avons évoqué de nombreuses questions internationales ainsi que des questions d'intérêt commun», a poursuivi le Premier ministre qui s'est félicité de la convergence de vues entre les deux pays, notamment en ce qui concerne la nécessité de privilégier, dans tous les cas, la voie pacifique dans le règlement des différends et conflits et de trouver les moyens d'asseoir la paix et la stabilité dans toutes les contrées du monde».

«Nous sommes très optimistes voire convaincus d'atteindre cet objectif car nous avons la volonté politique et les moyens d'y parvenir. Nos relations jalonnées d'expériences multiples, réussies et constantes, consolident cette conviction», a soutenu M. Sellal.

Le Premier ministre a été reçu par la chancelière allemande et s'est réuni avec le président du parlement fédéral M. Norbert Lammert.

Il a également été reçu par le président allemand Joachim Gauk.

APS